mouvement
écologique

Discours sur l'état de la Nation :
Décevant et préoccupant du point de vue du développement durable

Pour le Mouvement Écologique, le discours du Premier ministre sur l'état de la Nation doit, à une première analyse, être considéré comme décevant, voire préoccupant du point de vue du développement durable.

Certes, son discours comportait des éléments positifs. Ainsi, le Premier ministre a présenté les premiers éléments du « **Energiedësch** », dont l'objectif principal est de faciliter et d'accélérer les procédures pour la construction d'installations solaires et éoliennes. Cinquante instruments ont été définis à cet effet, ce que le Mouvement Écologique salue en principe. Il reste cependant à voir, lorsque les détails seront connus, comment ces mesures se traduiront concrètement et comment elles devront être évaluées. Le développement de l'énergie solaire a également été abordé de manière générale, notamment le long des autoroutes. Il est à noter que la forte augmentation de l'énergie solaire en 2024, comme l'a justement souligné le Premier ministre, résulte encore principalement des efforts du gouvernement précédent. La mise en place d'une stratégie nationale de stockage a aussi été mentionnée. Bien que cette mesure soit connue depuis un certain temps, elle reste néanmoins bienvenue et extrêmement nécessaire. Il est regrettable qu'aucune mention n'ait été faite d'une stratégie pour la chaleur (notamment le développement de réseaux de chaleur), alors même que le chauffage représente une part importante des besoins énergétiques.

Mais l'analyse fondamentale du discours est sans équivoque du point de vue du développement durable : il semble que le Premier ministre n'ait pas perçu **les signes du temps**, même s'il se réfère à plusieurs reprises dans son discours à l'importance de façonner l'avenir. Les termes « politique environnementale », « développement durable », « protection des ressources », « biodiversité » n'ont pas été prononcés une seule fois et semblent être des mots étrangers. Le fait que nos eaux – y compris l'eau potable – soient désormais polluées par des substances éternelles, que l'exposition aux résidus de pesticides constituent un phénomène généralisé, que l'extinction des espèces se poursuit sans relâche, que nous nous dirigeons vers une surchauffe dramatique de nos villes, que le risque de pénurie d'eau augmente au Luxembourg et que les forêts – protectrices du climat et essentielles pour le bien-être des populations – soient dans un état plus critique que jamais… n'a pas été un sujet du discours sur l'état de la Nation. Des mesures attendues depuis longtemps, comme le « green budgeting », qui pourraient pourtant apporter de nouvelles ressources financières à l'État,

sont ignorées. Le ton général du discours est clair : **les questions de développement durable semblent être subordonnées au dogme de la croissance économique**.

Le discours révèle une attitude fondamentalement problématique du Premier ministre à l'égard de la question cruciale du développement durable et des défis urgents liés aux crises climatiques et de la biodiversité. Jean-Claude Juncker déclarait à l'époque qu'il lui manquait le « feeling » pour la politique environnementale. Cela semble également être le cas – jusqu'à présent – pour le Premier ministre actuel, à la différence près que les crises se sont depuis aggravées.

Que les lois de la nature définissent le cadre de l'activité économique, qu'elles imposent les limites de l'action sociale et économique et ne peuvent être modifiées par l'homme, ne semble pas avoir été intégré par ce gouvernement.

Les éléments suivants du discours reflètent la vision du gouvernement :

- Selon le Premier ministre, les **recettes de la taxe CO_2 devraient être utilisées pour financer partiellement le système de retraite**. Cette mesure, annoncée de manière anodine dans une phrase secondaire, est inacceptable du point de vue du Mouvement Écologique. Une des plus grandes avancées du précédent gouvernement était d'utiliser ces recettes de manière ciblée : d'une part, pour compenser les hausses de prix dues à la taxe CO_2 pour les ménages à faibles revenus – donc de manière plus équitable – et d'autre part, pour promouvoir des mesures ciblées de transition énergétique, permettant ainsi aux particuliers et aux entreprises de contourner la taxe CO_2. Une telle approche ciblée est et reste, selon le Mouvement Écologique, la condition sine qua non pour l'acceptation nécessaire de la taxe CO_2 et de son augmentation progressive (également indispensable selon les décisions européennes). Tous les experts soulignent qu'une telle utilisation des recettes de la taxe CO_2 est indispensable si les objectifs fixés doivent être atteints. En détourner maintenant l'usage pour contribuer au financement des retraites est presque cynique. La taxe CO_2 ne sera alors plus perçue par la population comme un instrument socialement équitable de transition énergétique, mais comme une simple source de revenus pour l'État. De plus, lors de la troisième réunion des experts sur la réforme des retraites – à laquelle le Mouvement Écologique a participé – cette mesure n'a jamais été évoquée, ni par les participants ni par les représentants du gouvernement.

- Le ton général avec lequel le Premier ministre annonce désormais **l'approbation du Luxembourg à l'accord Mercosur** est en outre extrêmement irritant. Le ministre des Affaires étrangères, Xavier Bettel, s'était montré très critique à son égard il y a quelque temps, et la ministre de l'Agriculture a même exprimé sa surprise face à ces déclarations, manifestant à juste titre son scepticisme. Affirmer ensuite que d'éventuelles pertes pour les agriculteurs pourraient être compensées laisse sans voix. En cette période, il ne faut pas recourir à des fonds publics pour compenser les conséquences négatives de décisions évitables, ni rendre l'agriculture encore plus dépendante des subventions. Aucune mention n'a été faite de la vision de la politique agricole sous-jacente… L'agriculture de demain ne devrait-elle pas être plus régionale ? Ou bien, à en croire le Premier ministre, souhaitons-nous aller encore plus loin dans la mondialisation ? Aucune mention du rejet clair de l'accord par le monde agricole.

- Lorsque le Premier ministre présente la stratégie « Construire de plus en plus vite » et la « **simplification des procédures de protection de la nature** » comme une grande avancée en matière de logement, c'est un affront. Le Premier va jusqu'à parler d'un « *équilibre entre logement et protection de la nature* ». Or, de nombreux acteurs de la société, en plus du

Mouvement Écologique, comme le comité scientifique « Observatoire de l'environnement naturel », l'OAI ou la Chambre des salariés ont émis de sérieuses réserves sur ce projet de loi, redoutant – au-delà des problèmes d'application – une perte massive de biodiversité. À noter : c'est la seule fois où le Premier ministre a mentionné le mot « nature » (en dehors de la simplification des procédures pour les installations éoliennes par exemple).

- Le discours mentionne aussi **l'élaboration d'une stratégie nationale de résilience**. « *Il s'agit de renforcer notre capacité de résistance, en tant que société, face à tous types de crises* » et *« Cette approche holistique est intégrée dans la stratégie de résilience. Nous réalisons un inventaire complet de ce que nous avons, de ce que nous devons améliorer, et de ce dont nous avons besoin.* » Le Mouvement Écologique réclame depuis des années une telle stratégie de résilience / un test de stress, notamment pour évaluer les conséquences de la croissance (!) : sur la mobilité, l'approvisionnement en eau, les infrastructures, l'imperméabilisation des sols, la biodiversité… Quelles sont les conséquences de la perte de biodiversité ou du réchauffement urbain ? Ces questions essentielles ne devraient-elles pas faire partie intégrante d'une stratégie de résilience ? Le Premier ministre parle tout de même d'un « *inventaire complet* ».

- En conclusion de son discours, le Premier ministre mentionne comme objectifs principaux du gouvernement la « ***réduction des émissions de CO_2*** ». Or, il existe des obligations claires au niveau européen et luxembourgeois, avec des objectifs chiffrés et des échéances précises. Pourquoi le Premier ministre se contente-t-il d'une déclaration aussi vague ? Est-ce délibéré?

- Des affirmations comme « *Nous devons accompagner l'industrie dans la décarbonation, sans la freiner avec des exigences irréalistes* » posent aussi question. Quelles exigences irréalistes? Qui les aurait formulées, selon le Premier ministre ? **De telles déclarations ne sont pas dignes d'un Premier ministre, car elles alimentent une opposition à la transition exigée par la science**.

Ce point de vue s'accompagne de remarques selon lesquelles des prix de l'énergie bas seraient nécessaires – ce qui peut sembler compréhensible. Mais le discours dans une perspective de transition énergétique devrait être : les énergies renouvelables doivent être bon marché pour les ménages et les entreprises, mais les énergies fossiles doivent devenir progressivement plus chères. Omettre cette partie du raisonnement risque de produire exactement le contraire de ce qui est nécessaire en matière de climat : à savoir l'absence d'incitation financière à la transition.

- Il convient également de noter que des déclarations telles que « *Nous complétons le plan climat par une composante sociale* » sont décevantes. Celui qui donne tant de détails sur les simplifications administratives pour l'énergie solaire devrait accorder davantage de valeur à **une transition socialement juste**, et au « plan social pour le climat » imposé par l'UE, qu'une simple mention.

- Vers la fin du discours, le Premier ministre évoque la **politique de mobilité**. Sans aucune hiérarchie, il cite (dans cet ordre) le développement ferroviaire, la construction de routes, le développement du tram moderne et des infrastructures aéroportuaires. Rappelons que le PNM2035 du gouvernement précédent fixait des priorités claires pour améliorer durablement la mobilité, protéger la nature et le paysage et respecter l'aménagement du territoire. Une telle planification hiérarchisée ne semble plus être la ligne directrice du Premier ministre. Allons-nous revenir à une logique où tous les moyens de transport sont

promus indistinctement, en ignorant les défis futurs ?

- Du point de vue de la durabilité, le gouvernement soutient le règlement dit « **Omnibus » de l'UE**, qui représente un énorme recul pour la protection du climat, la biodiversité et les droits humains, et remet en question le « **Green Deal »** dans tous les domaines, ce qui a suscité de vives critiques des ONG environnementales et sociales. Où cette décision a-t-elle été prise ? À la Chambre des députés ?

Conclusion : Pour le Premier ministre, la croissance semble être la (seule ?) condition pour les prestations sociales et la transition énergétique :
« *Avec toutes ces mesures, nous créons les conditions pour une croissance économique. Cette croissance crée des emplois. Et elle apporte à l'État des recettes pour une politique sociale forte et des investissements importants – pour la transition énergétique, le numérique, la défense.* »
Un développement durable, en harmonie avec la protection et la restauration de la biodiversité, la crise climatique et une transition socio-écologique nécessaire, ne semble pas être perçu comme un cadre essentiel pour l'avenir de notre société. La justice sociale ne semble pas non plus être une priorité, pas plus que les conditions nécessaires à une construction durable de l'avenir.